

susciterait beaucoup d'intérêt en divers milieux, mais nous n'avons entendu que la voix des puissants.

... ceux qui gagnent moins de 7,000 par année, ceux qui auraient le plus profité de l'opinion de M. Carter et du Livre blanc...

Cette voix est restée silencieuse ou très faible. Le débat est resté purement sur le plan académique, ce qui peut donner lieu à des décisions à sens unique; sans participation du spécialiste de la question, le producteur, a ajouté M. Greene, il ne peut y avoir d'équilibre dans le processus décisionnel.

Alors, monsieur le président, où sont les mécanismes d'équilibre? Il faut trouver et installer le mécanisme de l'équilibre, sinon toute la société se fragmentera en «groupuscules» d'intérêts contradictoires, tirant dans tous les sens et se nuisant réciproquement.

Pour vaincre, il nous faut revenir à des valeurs morales et techniques éprouvées dans le domaine de la taxation. Tous les citoyens se doivent de savoir que la source normale de la richesse est le travail. C'est l'excédent de la production sur la consommation qui constitue le capital nouveau; l'épargne persistante conduit à l'aisance, à la sécurité et à la véritable indépendance. Ne serait-il pas désirable qu'un grand nombre de jeunes gens consentent à jouir de la vie suivant cette merveilleuse technique? Pour que les jeunes puissent ainsi épargner, il faut au moins ne pas leur enlever 50 p. 100 de ce qu'ils gagnent. Quant au crédit, c'est une invention d'une efficacité magnifique, mais c'est aussi une arme à deux tranchants. Emprunter pour produire devient un bienfait pour la communauté nationale, bien que les intérêts élevés augmentent le coût des produits et, par conséquent, le coût de la vie.

Mais tel n'est plus le cas. Quand on emprunte sans mesure pour des fins de consommation stérile, quand les gouvernements empruntent par toutes sortes de moyens, surtout sur le marché des obligations, à des taux d'intérêt excessifs, quand ils rachètent des obligations émises à 2 ou 3 p. 100 pour payer 8, 9 p. 100, voilà qui est illogique! Hélas! le gouvernement canadien fait de telles choses pour enrichir les riches au détriment des pauvres.

On fait le rachat des obligations parce qu'on n'a pas été capable de les payer. Quand on n'a pas été capable de payer des obligations à 3 p. 100, peut-on croire que l'on pourra plus les payer à 9 ou à 10 p. 100, comme on l'a fait récemment pour payer des vieilles dettes?

On creuse un précipice pour en remplir un autre. Le meilleur moyen de lutter contre l'inflation d'une manière efficace, c'est de revenir à des valeurs morales éprouvées, comme l'esprit de travail, d'épargne, de culte, de compétence, plutôt que d'épargner seulement au bénéfice du gouvernement, des commissions scolaires, des municipalités. Il faudrait pouvoir épargner pour soi-même, pour développer son patrimoine, se construire une maison et être en mesure de la payer. Quand on n'épargne que pour le gouvernement et les grandes entreprises publiques, puisqu'on reste dans la rue, ou qu'on se bâtit des maisons à des taux d'intérêt de 9 ou 10 p. 100, ou qu'on fait payer ces maisons-là quatre ou cinq fois dans l'espace d'une trentaine d'années, ce n'est ni logique ni normal pour un gouvernement. On ne peut pas continuer ce manège indéfiniment, car les ferments de révolte commencent déjà à se manifester.

• (2.50 p.m.)

Comment pouvons-nous trouver des solutions à des problèmes non encore diagnostiqués? On ne sait pas où est le problème. On travaille ici et là, on fait ceci ou cela, mais tout se fait à côté du vrai problème. On n'a pas encore réussi à diagnostiquer les problèmes, alors qu'il serait si

facile de le faire. Il est bien facile de constater que la production ne présente aucun problème.

Si l'on tient compte du fait que l'excédent de production s'éleva à 41 milliards de dollars en 1971, il est facile de constater que le pouvoir d'achat n'est pas assez considérable, n'est pas mis en circulation à la bonne place, c'est-à-dire entre les mains des vrais consommateurs. Voilà où se situe le problème; il n'est pas ailleurs. Nous n'avons pas à chercher à produire plus, car nous produisons beaucoup trop présentement, par rapport à la population.

Ce n'est pas un problème de production, mais un problème de distribution qu'il faut régler. On augmente les taux d'intérêt sur les capitaux détenus par les millionnaires. On leur paie 7 p. 100 au lieu de 5 p. 100, soit \$20,000 par année de plus, pour 1 million de dollars. Je dis 7 p. 100, mais c'est plutôt 8, 9 ou même 10 p. 100. En tout cas, ce n'était qu'un exemple que je voulais citer.

Monsieur le président, il faudrait éviter de taxer davantage les citoyens du Canada, surtout les plus pauvres, et d'augmenter les salaires des personnages les plus haut placés dans l'échelle des rémunérations: à ceux qui touchent \$50,000 par année, on accorde \$75,000, à ceux qui touchent \$35,000, on accorde \$45,000; à ceux qui touchent \$26,000, on accorde \$35,000, et à ceux qui touchent \$6,500, comme les «postillons», on accorde \$8,000. On pense régler le problème en augmentant les salaires, les taxes et les impôts, pour faire face à toutes ces obligations inadmissibles dont nous sommes témoins au Canada, ce qui n'a pour tout résultat que de faire augmenter le coût de la vie pour tout le monde. Entre-temps, les pensionnés, les mères de famille et plus de 13 millions de citoyens sans revenu doivent payer plus cher toutes les nécessités de la vie. Ce n'est pas de cette façon que nous réglerons le problème.

Dans le même temps, nous voyons augmenter les salaires et les taux d'intérêt.

En résumé, monsieur le président, environ 9 millions de citoyens, grâce à leurs salaires et aux taux d'intérêt qu'ils exigent, touchent un revenu de plus en plus considérable, et plus de 13 millions sont victimes de l'augmentation du coût de la vie, sans cependant bénéficier d'un accroissement de leur revenu, déjà calculé au compte-gouttes par les fonctionnaires du bien-être social.

Je n'accuse personne. Je ne fais que démontrer les résultats éclatants, évidents, de notre politique économique, qui date de 1944, environ, de la fin de la seconde guerre mondiale, des accords de Bretton Woods, du début de l'octroi des allocations familiales, et qui sont demeurés au même niveau depuis 25 ans.

Présentement, on essaie de réformer les allocations familiales, mais le seul effet sera d'enlever du pouvoir d'achat déjà en circulation, car on accordera moins d'argent. En effet, un grand nombre d'enfants d'un certain âge ne recevront plus d'allocations familiales, d'autres en recevront plus et, toutes proportions gardées, le gouvernement distribuera moins de pouvoir d'achat. Voilà une des réformes fiscales que l'on propose. Quant à la manière dont on distribue les allocations familiales, ce n'est pas tellement réconfortant pour les citoyens qui voient clair.

Ce que je constate, c'est qu'il existe des malaises réels, et que les remèdes sont tout indiqués.

Les honorables ministres et les députés représentent une population de 22 millions de citoyens. Ils devraient donc, un instant, oublier leur allégeance politique et se souvenir qu'ils font partie des 22 millions de Canadiens et que tous, tant que nous sommes, avons à souffrir ou à